En Malaisie, les élections tenues en 1995 ont, dans l'ensemble, été considérées comme libres et équitables, bien que l'accès aux médias et la liberté d'association des membres de l'opposition aient été encore quelque peu limités. Des plaintes pour intimidation ont été portées lorsqu'un député de l'opposition a été arrêté pour sédition dans les jours précédant le scrutin. La presse a accordé beaucoup plus d'attention qu'auparavant à l'opposition durant la campagne.

À Singapour, des accusations d'outrage criminel et de diffamation civile ont été portées contre l'International Herald Tribune, qui aurait abusivement critiqué les systèmes judiciaire et politique de Singapour. L'IHT a été trouvé coupable sous les deux chefs et pourrait se voir imposer de lourdes amendes.

Les premières réelles élections au suffrage direct pour les conseils urbains et régionaux de Hong Kong ont eu lieu en mars. Les premières réelles élections au conseil législatif (Legco) ont eu lieu en septembre. Les partis prodémocratiques ont remporté les deux élections haut la main, les partis favorables à Bejing n'ayant obtenu que 7 des 60 sièges à l'assemblée législative. La participation au scrutin a été faible selon les normes internationales (25 % en mars et 35 % en septembre), mais a tout de même dépassé les niveaux de 1991. Bien que la Chine ait juré de dissoudre les conseils après 1997, les partis prochinois ont fait activement campagne au cours des deux élections, la New China News Agency ayant appuyé de façon particulièrement active les partis prochinois aux élections à l'assemblée législative.

À Fidji, le premier Forum constitutionnel des citoyens a été organisé en juin pour examiner les questions de réforme constitutionnelle et compléter les travaux de la commission gouvernementale d'examen de la Constitution; il s'agissait d'intégrer davantage au débat les points de vue et les aspirations de la collectivité. Au Vanuatu, le nouveau bureau de l'ombudsman a exercé son influence de plus en plus considérable en 1995 lorsqu'il a déclaré que deux ministres du Cabinet avaient dérogé aux principes de la Constitution ainsi qu'au nouveau code de leadership du gouvernement.

LES AMÉRIQUES

Bien que l'héritage de gouvernement autocratique de l'Amérique latine ait continué de saper les démocraties nouvellement rétablies de la région en 1995, on a constaté des efforts en vue de promouvoir l'enracinement et la consolidation de la démocratie, qui a fait un retour lors d'importantes élections. Les préoccupations et les